



# CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Paris, le 23 février 2012

Exercice 2011

## Une bonne activité du groupe Crédit Agricole en 2011 dans un environnement dégradé

### Une bonne rentabilité opérationnelle

RBE en hausse de 5,9 % sur un an, avant coût du plan d'adaptation

### Dynamisme de la banque de proximité

Encours de collecte bilan des Caisses régionales en hausse de 5,3 % sur un an

### Une forte contribution au financement de l'économie

96 Mds € de nouveaux crédits en France par les Caisses régionales et LCL en 2011

### Groupe Crédit Agricole\* en 2011

PNB : 35,1 Mds€ (+ 2,7 %)

RBE : 13,5 Mds€ (+ 1,1 %)

RNPG : 812 m € vs 3,6 Mds € en 2010

Ratio Core Tier 1 flooré : 9,0 % - hors floor : 10,2 %

Ratio EBA : 9,6 %

\* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100 %

### Crédit Agricole S.A. en 2011

PNB : 20 783 millions €, en hausse de + 3,3 %

RBE : 7 171 millions €, en hausse de + 3,3 %

Coût de la Grèce (PSI et Emporiki) : - 2 378 millions €

Coût du Plan d'adaptation : - 482 millions €

Dépréciations enregistrées au T4-11 : - 2 532 millions €

RNPG : - 1 470 millions d'euros

Ratio Tier 1 : 11,2 % dont Core Tier 1 : 8,6 %

## Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 812 millions d'euros en 2011. Il reflète une solide résistance de ses performances opérationnelles qui lui ont permis d'absorber les coûts liés à la Grèce, les coûts du plan d'adaptation mis en place à l'automne 2011 et les dépréciations des écarts d'acquisition annoncées le 14 décembre 2011.

L'activité du groupe Crédit Agricole en 2011 s'est déroulée dans un environnement macroéconomique fortement dégradé au deuxième semestre marqué par le ralentissement des économies européennes, des dégradations des notations des Etats européens, une problématique grecque particulièrement lourde et des marchés financiers sous tension. Un contexte marqué également par une accélération de la mise en œuvre des règles de Bâle 3 et par des exigences plus fortes en termes de niveau de ratio.

Dans cet environnement, le Groupe, premier financeur de l'économie française, a démontré son dynamisme pour soutenir l'économie en produisant 96 milliards d'euros de nouveaux crédits par ses banques de proximité, les Caisses régionales et LCL, a souligné Jean-Marie Sander, président de Crédit Agricole S.A.

Ce dynamisme s'est traduit dans tous les métiers du Groupe (à l'exception d'Emporiki) et le produit net bancaire a dépassé 35 milliards d'euros en hausse de 2,7 % sur un an. Les Caisses régionales, entre autres, ont continué à accompagner tous les segments de clientèle tant en matière de crédits, avec des encours de crédits à l'habitat progressant de 5,7 % qu'en matière de concours aux entreprises, en hausse de 4,2 % sur l'année. Elles ont en outre poursuivi le développement de leur collecte épargne au bilan (+ 6,8 %).

Après des charges en hausse de 3,7 %, chiffre intégrant les investissements réalisés au titre du projet Nice, système d'information unique pour l'ensemble des Caisses régionales, le résultat brut d'exploitation atteint 13,5 milliards d'euros en hausse de 1,1 % par rapport à 2010.

La hausse du coût du risque (+ 29,2 %) reflète essentiellement la prise en compte de la dépréciation de 74 % en moyenne des titres de l'Etat grec.

Les dépréciations des écarts d'acquisition ainsi que les dépréciations de valeur de certaines participations mises en équivalence expliquent la forte réduction du résultat avant impôt (- 40 %) et du résultat net.

En termes de solvabilité, le ratio EBA du groupe Crédit Agricole s'établit à 9,6 %. Le ratio *Core Tier 1 hors floor* s'établit quant à lui à 10,2% en baisse de 20 points par rapport au 30 septembre 2011 en raison notamment du passage à la CRD 3. Avec application du *floor*, le ratio du groupe Crédit Agricole est de 9,0 %.

## Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 22 février 2012, a arrêté les comptes de l'exercice 2011.

Le résultat net part du Groupe ressort à -1 470 millions d'euros. Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., a indiqué que ce résultat traduit une performance opérationnelle satisfaisante, malgré le contexte global dégradé. Il intègre surtout un impact lourd de la dépréciation des titres publics grecs et de la situation d'Emporiki et des conséquences du plan d'adaptation au nouvel environnement publiées le 14 décembre 2011, notamment des dépréciations d'actifs.

Avant prise en compte des coûts du plan d'adaptation et de ceux relatifs à la Grèce, le résultat net part du Groupe atteint 3 922 millions d'euros. Il reflète une hausse du produit net bancaire de 4,9 %, des charges maîtrisées (+ 0,4 %), un résultat brut d'exploitation en progression de 13,2 %, et un coût du risque en hausse de 11,0 %, indique Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A.

Les métiers de la banque de proximité et de gestion de l'épargne ont vu leur activité et leur rentabilité croître : la banque de proximité en France voit ainsi le résultat net part du Groupe progresser de 3,4 %, la gestion d'actifs (Amundi) de + 0,9 %, les Services financiers aux institutionnels de + 15,1 % et la Banque privée de + 5,9 %. Deux métiers sont entrés depuis septembre 2011 en phase de restructuration, la Banque de financement et d'investissement et les Services financiers spécialisés, pour lesquels l'année est restée satisfaisante en termes de performances.

La situation grecque a continué de se dégrader tout au long de l'année. Emporiki a ainsi vu ses pertes opérationnelles augmenter. Des mesures ont été prises pour réduire le niveau de refinancement d'Emporiki par Crédit Agricole S.A., réduit de moitié en 9 mois, à 5,5 milliards d'euros à fin décembre 2011. Par ailleurs, l'écart de valeur d'acquisition résiduel et une partie du stock d'impôts différés actifs ont été dépréciés. Enfin, Crédit Agricole S.A. a passé une provision de 74 % en moyenne sur les titres souverains grecs détenus par le Groupe, à la fois sur l'assurance et sur Emporiki. Au total, le coût de la crise grecque totalise 2 378 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

A la suite des événements intervenus durant l'été 2011 sur les marchés financiers, Crédit Agricole S.A. a décidé la mise en œuvre d'un plan de désendettement de 50 milliards d'euros entre juin 2011 et décembre 2012, qu'est venu compléter un plan d'adaptation communiqué en décembre, dont la plus grande partie des coûts d'ordre social ont été provisionnés dans les comptes du quatrième trimestre de 2011 (à hauteur de 482 millions d'euros).

Ce plan vise à une rationalisation des portefeuilles d'activités de Crédit Agricole S.A., en particulier en Banque de financement et d'investissement, recentrée sur la distribution et le service aux grands clients ; ceci passe par un recentrage géographique et la sortie de certaines activités (dérivés actions et *trading de commodities*). La Banque de financement et d'investissement va ainsi réduire son bilan, adapter sa base de coûts et adapter son modèle pour générer des revenus dans un environnement contraint notamment en renforçant la part des commissions dans le mix revenus. De même, dans l'activité de crédit à la consommation, de crédit-bail et d'affacturage, des cessions de portefeuilles de crédits sont programmées.

Compte tenu du contexte général et des nouvelles perspectives des métiers en cours d'adaptation, des dépréciations d'écarts d'acquisition ont été constatées au quatrième trimestre pour 1,3 milliard d'euros, montant auquel se rajoutent 1,2 milliard d'euros de dépréciations des valeurs de mises en équivalence sur des participations ainsi que des dépréciations techniques des écarts d'acquisition (impact en résultat net part du Groupe).

Crédit Agricole S.A. a réalisé à 120 % son programme d'émissions marchés à moyen et long terme 2011, soit 4,4 milliards de plus que son programme initial. Pour 2012, le programme d'émissions sur les marchés de Crédit Agricole S.A. porte sur 12 milliards d'euros, dont 37 % sont déjà réalisés. L'endettement à court terme net a été réduit, sur le second semestre 2011, de 64 milliards d'euros, revenant à 106 milliards d'euros. Dans le même temps, les réserves de liquidité se sont reconstituées à hauteur de 7 milliards d'euros sur le dernier trimestre 2011, pour atteindre 110 milliards d'euros, hors dépôts en banques centrales.

Jean-Paul Chifflet, directeur général de Crédit Agricole S.A. souligne que, au total, la solidité des fondamentaux de Crédit Agricole S.A. et la mise en œuvre rapide des mesures du plan d'adaptation vont permettre au Groupe de faire face à la nouvelle donne économique et financière.

Le Conseil d'administration confirme la décision prise à la mi-décembre 2011 de ne pas proposer à l'Assemblée Générale de distribuer de dividende au titre de l'exercice 2011.

## Responsabilité sociale et environnementale

Grâce à sa bonne performance lors du dernier classement de Sustainalytics (16<sup>e</sup> parmi les 156 institutions financières mondiales évaluées), Crédit Agricole S.A. a été retenu pour la première fois dans l'univers du STOXX Global ESG leaders indices fin 2011. Crédit Agricole S.A. fait désormais partie de quatre indices extrafinanciers de référence : l'ASPI Eurozone, le FTSE4Good, le Dow Jones Sustainability Index (DJSI) et le STOXX Global ESG leaders indices.

Le Groupe se mobilise pour faire de la responsabilité sociale et environnementale un dispositif clé de sa vie d'entreprise. En 2011, Crédit Agricole S.A. a lancé sa démarche RSE, baptisée FReD, comme il l'avait annoncé dans le plan Engagement 2014. FReD est un dispositif qui s'appuie sur les trois piliers de la RSE (économique, social et environnemental) en associant très largement les collaborateurs à leur mise en œuvre dans l'entreprise. Chaque entité a affiché ses ambitions et ses objectifs de progrès, qui seront évalués et notés par un auditeur indépendant. Au final, FReD permettra de calculer l'indice de performance sociétale du groupe Crédit Agricole S.A., pris en compte dans la rémunération variable des cadres dirigeants. En 2011, FReD concerne les 10 entités suivantes : Crédit Agricole S.A., LCL, Amundi, Crédit Agricole CIB, CA-CF, CA Assurances, CA Private Banking, CAL&F, CACEIS et Cariparma.

En 2011, Crédit Agricole S.A. a également signé un partenariat d'envergure avec Livelihoods, fonds de compensation carbone au service des communautés rurales des pays du Sud, qui agit pour la restauration et la préservation d'écosystèmes naturels, l'agroforesterie et la restauration des sols par des pratiques agricoles durables et des projets d'accès à l'énergie rurale évitant la déforestation.

Enfin, Crédit Agricole S.A. et les 39 Caisses régionales ont également su montrer leur solidarité, que ce soit en offrant un million de repas aux Restos du Cœur ou en augmentant de 10 millions d'euros la dotation de la Fondation Crédit Agricole Pays de France, la plus ancienne Fondation d'entreprise d'utilité publique du pays, dont la vocation est le soutien des projets liés à la mémoire culturelle, historique ou économique des régions de France.

### Agenda financier

11 mai 2012	Publication des résultats du premier trimestre 2012
22 mai 2012	Assemblée Générale de Crédit Agricole S.A.
28 août 2012	Publication des résultats semestriels 2012
9 novembre 2012	Publication des résultats du troisième trimestre 2012

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T4-11	Variation T4/T4	2011	Variation 2011/2010
Produit net bancaire	4 663	(4,0 %)	20 783	+ 3,3 %
Charges d'exploitation	(3 780)	+ 10,5 %	(13 612)	+ 3,2 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>883</b>	<b>(38,6 %)</b>	<b>7 171</b>	<b>+ 3,3 %</b>
Coût du risque	(1 859)	x 2,5	(5 657)	+ 49,8 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(976)</b>	<b>ns</b>	<b>1 514</b>	<b>(52,2 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	(725)	(28,3%)	229	x 3,5
Gains/pertes sur autres actifs	15	ns	5	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(1 575)	x 58,3	(1 934)	x 4,3
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(3 261)</b>	<b>x 9,0</b>	<b>(186)</b>	<b>ns</b>
Impôt	195	+ 35,7 %	(1 026)	+ 16,9 %
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	ns	14	(33,8 %)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(3 066)</b>	<b>x 15,0</b>	<b>(1 198)</b>	<b>ns</b>
Intérêts minoritaires	1	(99,0 %)	272	(44,4 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(3 067)</b>	<b>x 9,4</b>	<b>(1 470)</b>	<b>ns</b>

Le **produit net bancaire** atteint 20,8 milliards d'euros en 2011 (4,7 milliards au quatrième trimestre 2011), en hausse de 3,3% sur un an.

Les **charges d'exploitation** restent maîtrisées sur l'année. Au quatrième trimestre 2011 et avant les coûts liés au plan d'adaptation, elles sont en baisse de 1,0 % par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Après prise en compte de ces charges liées au plan d'adaptation, elles progressent de 3,2 % sur l'année.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 7,2 milliards d'euros sur l'année, en hausse de 3,3 % par rapport à 2010. Avant les coûts liés au plan d'adaptation, il enregistre une hausse de 6,7 % sur le quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre 2010.

Le **coût du risque** s'élève à 5,7 milliards d'euros sur l'année, intégrant 1,3 milliard d'euros au titre du plan européen de soutien à la Grèce et 1,2 milliard d'euros au titre du coût du risque lié à la filiale Emporiki. Retraité de ces impacts, le coût du risque affiche une hausse de 11,0 %.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) atteint 23,0 milliards d'euros et représente 4,6 % des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 4,3 % au 31 décembre 2010. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 54,0 %, à comparer à 50,3 % au 31 décembre 2010. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 69,4 %, en hausse de 360 points de base par rapport à fin décembre 2010.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** intègre l'impact négatif des dépréciations des valeurs de mise en équivalence pour 981 millions d'euros (617 millions d'euros sur Bankinter et 364 millions d'euros sur BES). Pour mémoire, l'année 2010 intégrait l'impact négatif de la déconsolidation de la participation dans Intesa Sanpaolo S.p.A pour 1,24 milliard d'euros.

La **variation des valeurs des écarts d'acquisition** s'élève à - 1 934 millions d'euros dont - 1 575 millions d'euros liés au plan d'adaptation enregistrés ce trimestre (1 053 millions d'euros sur la Banque de financement et d'investissement, 247 millions sur le crédit-bail et 275 millions d'euros sur la Banque de proximité à l'international) et 359 millions d'euros correspondant à la dépréciation de l'écart d'acquisition résiduel sur Emporiki enregistrés au deuxième trimestre 2011. Pour rappel, l'année 2010 intégrait la dépréciation d'une partie de l'écart d'acquisition sur Emporiki au deuxième trimestre (- 418 millions d'euros).

Après prise en compte d'un **impôt** de 1 026 millions d'euros (+16,9 % par rapport à l'année 2010 qui intégrait l'effet positif de l'*exit-tax* en assurances), le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour l'année 2011 une perte de 1 470 millions d'euros (contre un profit de 1 263 millions d'euros l'année précédente). Au quatrième trimestre, la perte est de 3 067 millions d'euros (contre une perte de 328 millions d'euros au dernier trimestre 2010).

### Impacts du plan européen de soutien à la Grèce

En m €	T2-11			T3-11			T4-11			Cumul T2+T3+T4
	Emporiki	Assurance	Total	Emporiki	Assurance	Total	Emporiki	Assurance	Total	
Coût du risque	(71)	(131)	(202)	(141)	(764)	(905)	(34)	(186)	(220)	(1 327)
Impact net	(71)	(94)	(165)	(141)	(526)	(667)	(34)	(144)	(178)	(1 010)
Impact net part du Groupe	(65)	(81)	(146)	(134)	(503)	(637)	(32)	(128)	(160)	(943)

Au T4-11, la décote a été portée à 74% en moyenne

### Impacts financiers et comptables de la mise en œuvre du plan d'adaptation

Sur l'année 2011, les impacts financiers et comptables de la mise en œuvre du plan d'adaptation et des mesures additionnelles ont totalisé 3 014 millions d'euros.

D'une part, les **coûts hors dépréciations** se sont élevés à 482 millions d'euros. Le produit net bancaire a été impacté de 258 millions d'euros en Banque de financement et d'investissement en raison des cessions de portefeuilles. Le provisionnement de l'intégralité des mesures d'ajustement de postes a affecté les charges à hauteur de 57 millions d'euros pour les Services financiers spécialisés et 336 millions d'euros pour la Banque de financement et d'investissement. Le coût des cessions de portefeuilles réalisées par les Services financiers spécialisés a été pris en compte en coût du risque pour 99 millions d'euros.

Au total, ces actions ont permis une réduction de 8 milliards d'euros des emplois pondérés.

	Réalisation de réduction des besoins de refinancement entre le 30/06/11 et le 31/12/11 à cours courants (en milliards d'euros)	Objectif de réduction des besoins de refinancement entre le 30/06/11 et le 31/12/12 (en milliards d'euros)	Coût du plan en résultat net part du Groupe au quatrième trimestre 2011 (hors dépréciations des écarts d'acquisition) (en millions d'euros)
Banque de proximité	(9)	(23)	-
Services financiers spécialisés	(1)	(9)	(103)
Banque de financement et d'investissement	(11)	(18)	(379)
<b>Total</b>	<b>(21)</b>	<b>(50)</b>	<b>(482)</b>

D'autre part, les **dépréciations** ont atteint 2 532 millions d'euros, dont 1 300 millions d'euros directement liés au plan et 1 232 millions d'euros liés à la forte dégradation de l'environnement. Dans le cadre du plan d'adaptation,

l'écart d'acquisition de la Banque de financement et d'investissement a été déprécié à hauteur de 1 053 millions d'euros et celui du métier crédit-bail & affacturage à hauteur de 247 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. a également été affecté par des dépréciations des valeurs de mises en équivalence sur les participations Bankinter (617 millions d'euros) et BES (364 millions d'euros) et des dépréciations techniques des écarts d'acquisition sur certaines filiales à l'international (Cariparma pour 191 millions d'euros et CA Ukraine pour 60 millions d'euros).

## **LA STRUCTURE FINANCIERE**

Conformément à l'annonce faite au quatrième trimestre 2010, Crédit Agricole S.A. a mis en place le 23 décembre 2011 le système de garanties sur les emplois au titre de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (52,7 milliards d'euros de risques pondérés au 31 décembre 2011). La mise en place de ces garanties s'est faite concomitamment au remboursement partiel de deux instruments composant le Core Tier 1 non reconnus comme tels dans les règles de Bâle 3 : l'avance d'actionnaires et les T3CJ (titres hybrides inclus dans les intérêts minoritaires). Le Switch est globalement neutre sur le ratio Core Tier 1 (+ 10 points) et l'opération est neutre en termes de liquidité ; le mécanisme étant garanti par un dépôt en espèces des Caisses régionales dans les comptes de Crédit Agricole S.A. Cette opération traduit la flexibilité interne au groupe Crédit Agricole en termes de capital prudentiel, déjà prévue par le Code Monétaire et Financier.

Au cours de l'année 2011, Crédit Agricole S.A. a continué de renforcer sa solidité financière. Le ratio Core Tier 1 s'établit à 8,6 % au 31 décembre 2011, en progression de 20 points de base par rapport au 31 décembre 2010 et en baisse de 20 points de base par rapport au 30 septembre 2011.

L'évolution trimestrielle du ratio s'explique essentiellement par la première application de la CRD 3 (Bâle 2.5) avec pour impact un accroissement des risques de marché pour 24,8 milliards d'euros (exclusivement chez Crédit Agricole CIB). Cette évolution réglementaire pèse pour 60 points sur le ratio Core Tier 1 compensée partiellement par la baisse des emplois pondérés d'activité principalement chez Crédit Agricole CIB et traduisant la mise en place des premières actions du plan d'adaptation. Le ratio Tier 1 et le ratio de solvabilité global de Crédit Agricole S.A. s'établissent quant à eux respectivement à 11,2 % et 13,4 % au 31 décembre 2011, en hausse chacun de 60 points sur un an et en progression respectivement de 20 points et de 40 points par rapport au 30 septembre 2011.

## **LA LIQUIDITE**

A fin décembre 2011, l'endettement court terme brut, qui s'entend comme l'encours de dettes à moins de 370 jours levées par les principales trésoreries du Groupe auprès de contreparties de marché, s'élève à 127 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole, contre 185 milliards d'euros à fin juin 2011. La position de trésorerie est excédentaire, avec des dépôts Banques centrales overnight portés à 21 milliards d'euros en euro et dollar américain à fin décembre, contre 15 milliards d'euros à fin juin (au-delà des réserves obligatoires).

Le Groupe a bien résisté à la raréfaction de la liquidité en dollar américain. En particulier, les besoins de financement en dollar de la Banque de financement et d'investissement ont été réduits de 11,6 milliards de dollars. En effet, la dette provenant des Etats-Unis représente seulement 4 % de la dette court terme brute, et la proportion de la dette libellée en dollar américain est de 18 %. Par devise, la dette court terme se répartit entre l'euro (53 %), la livre sterling (8 %), le yen (5 %) et le franc suisse (1 %), le solde soit 15 % rassemblant diverses autres devises. Par pays, la France représente 45 % de la dette et l'Irlande 6 %. Viennent ensuite plusieurs pays qui représentent chacun 4 % : le Royaume-Uni, la Suisse, le Japon, le Benelux et les Etats-Unis. La Russie et l'Allemagne comptent pour 2 % chacun.

Entre juin et décembre 2011, conformément aux objectifs de désendettement présentés le 28 septembre, l'endettement court terme, net des dépôts banques centrales, a été réduit de 64 milliards d'euros, les surliquidités déposées en banques centrales ayant, dans le même temps, augmenté de 6 milliards. La réduction de l'endettement court terme provient tout d'abord de la baisse structurelle des besoins des métiers, à hauteur de 21,3 milliards. Elle résulte ensuite du remplacement pour 10,7 milliards d'euros par de la dette moyen-long terme, et enfin de l'utilisation des réserves de liquidité par le biais de mise en repo et l'accès aux banques centrales. La réduction du besoin

structurel de financement de 50 milliards d'euros communiquée le 28 septembre 2011 est ainsi en avance sur son plan de marche.

Au 31 décembre 2011, les réserves d'actifs disponibles, éligibles aux banques centrales ou liquéfiables dans le marché après décote, hors dépôts banques centrales, s'élèvent à 110 milliards d'euros, en hausse de 7 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2011. Elles sont ainsi supérieures au montant de l'endettement court terme net. La reconstitution de nouvelles réserves s'est faite grâce à la base importante, au sein du Groupe, d'actifs titrisables et disponibles de très bonne qualité.

Concernant le refinancement à moyen-long terme, Crédit Agricole S.A. a réalisé à 120 % son programme d'émissions sur les marchés, fixé à 22 milliards d'euros pour 2011. Les émissions ont ainsi dépassé le programme initial de 4,4 milliards d'euros. Leur durée moyenne est de 6,4 ans pour un spread moyen de 84,8 points de base contre mid-swap. Le programme 2012 a été fixé à 12 milliards d'euros. A fin février 2012, 4,4 milliards d'euros, soit 37 %, ont été levés, avec une durée moyenne de 9 ans et un spread moyen de 166,6 points de base contre mid-swap. L'accès du Groupe au marché du senior unsecured s'est ainsi vu démontré, avec l'émission d'EMTN réalisée en janvier, pour 1,25 milliard d'euros à 7 ans, avec un spread de 208 points de base contre mid-swap.

Le Groupe développe en parallèle l'accès à des financements complémentaires, via ses réseaux de proximité et ses filiales spécialisées. L'émission d'obligations Crédit Agricole S.A. dans les réseaux des Caisses régionales a atteint 4,3 milliards d'euros en 2011. Les émissions réalisées par LCL et Cariparma dans leurs réseaux représentent environ 5 milliards d'euros en 2011. Crédit Agricole CIB a émis 10,5 milliards d'euros, principalement en placements privés structurés. Dans le cadre du plan d'adaptation, Crédit Agricole Consumer Finance a levé 2,2 milliard d'euros en 2011, principalement via des titrisations.

## RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

### 1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

#### 1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

En 2011, les Caisses régionales ont maintenu un rythme d'activité soutenu, se traduisant par une contribution au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. de 1 008 millions d'euros, soit une progression de 5,4 % par rapport à 2010. Sur le seul quatrième trimestre, cette contribution s'élève à 216 millions d'euros, soit une hausse de 2,8 % par rapport au quatrième trimestre 2010. Le résultat d'exploitation cumulé des Caisses régionales s'élève en 2011 à 5 035 millions d'euros, en hausse de 5,5 % en un an.

(en millions d'euros)	T4-11	Variation T4/T4	2011	Variation 2011/2010
<b>Résultat net mis en équivalence (à environ 25 %)</b>	<b>216</b>	<b>+ 2,8 %</b>	<b>854</b>	<b>+ 3,6 %</b>
Variation de quote-part dans les réserves	-	ns	154	+ 15,8 %
<b>Quote-part de résultats des mises en équivalence</b>	<b>216</b>	<b>+ 2,8 %</b>	<b>1 008</b>	<b>+ 5,4 %</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>216</b>	<b>+ 2,8 %</b>	<b>1 008</b>	<b>+ 5,4 %</b>

Ces résultats traduisent la bonne dynamique commerciale qui s'est poursuivie tout au long de l'année au sein des réseaux des Caisses régionales malgré un contexte très difficile sur l'ensemble de leur activité.

Dans le domaine des crédits, les Caisses régionales ont maintenu une nouvelle fois en 2011 leur engagement auprès de leur clientèle et de l'économie française, engagement qui se traduit par la croissance globale de 4,1 % des encours de crédits clientèle en un an pour atteindre près de 391 milliards d'euros. Cette croissance a été portée notamment par l'habitat dont les encours augmentent de 5,7 % en douze mois pour atteindre plus de 214 milliards d'euros, mais elle concerne aussi l'ensemble des acteurs de l'économie, à l'exception du crédit à la consommation dont les encours baissent de 3,1 % en un an en raison de la baisse de la demande. Ainsi, les encours sur les entreprises et les professionnels progressent de 2,5 % entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011 et les encours sur les collectivités locales de 5,4 % sur la même période ; l'agriculture voit croître ses encours de 0,4 %.

L'activité de collecte est forte au sein des Caisses régionales, et tout particulièrement sur les produits de bilan. Les encours de collecte s'élèvent à plus de 550 milliards d'euros à fin 2011 (+ 1,3 % en un an) dont près de 316 milliards d'euros pour la collecte de bilan, qui progresse pour sa part de 5,3 % en un an. Elle est notamment tirée par les comptes et dépôts à terme (hausse des encours de 15,2 % en un an), et les livrets (+ 6,8 %) ; les DAV et l'épargne-logement voient leurs encours croître de respectivement 1,5 % et 1,0 % en 2011. Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une baisse de 3,6 % entre décembre 2010 et décembre 2011 en raison de la baisse conjoncturelle et marchés des activités titres, OPCVM et SCPI ; l'assurance-vie affiche quant à elle une évolution positive de 1,5 % des encours en un an malgré un dernier trimestre difficile.

Le ratio crédit/collecte s'améliore de 0,8 %, notamment à compter du second semestre 2011, pour atteindre 129,0 % à la fin de l'année.

En termes de performances commerciales, les Caisses régionales ont poursuivi les actions de conquête tout au long de l'année. A titre d'illustration, le nombre de cartes Double Action a augmenté de 6,5 % entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011 tandis que sur la même période, le nombre de polices d'assurances croissait de 4,5 % dont + 6,3 % pour l'assurance de biens et + 3,3 % pour l'assurance de personnes.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupes) s'établit à 13,4 milliards d'euros pour l'exercice 2011, en hausse de 1,4 % en un an. Le produit net bancaire du quatrième trimestre 2011 s'établit quant à lui à plus de 3,3 milliards d'euros. Le produit net bancaire clientèle progresse de 1,1 % entre fin 2010 et fin

2011 et le produit net bancaire clientèle hors épargne-logement de 1,2 % sur la même période sous l'effet conjugué de la hausse des volumes et de celle des marges sur crédits. Les revenus de commissions augmentent de 1,3 % en un an, tirés notamment par la hausse de 4,4 % des commissions générées par les activités d'assurance.

Les charges des Caisses régionales traduisent notamment les investissements liés au projet NICE : elles progressent de 4,0 % sur l'année en intégrant ces charges. Le coefficient d'exploitation augmente en conséquence de 1,4 point sur la même période à 55,0 % à fin décembre 2011.

Le coût du risque marque un net recul en 2011 en raison du net ralentissement des dotations aux provisions collectives, alors que les Caisses régionales maintiennent un niveau élevé de dotations sur les provisions individuelles. Le coût du risque recule de 26,2 % entre fin 2010 et fin 2011 pour s'établir à -1 008 millions d'euros en 2011 ; pour le quatrième trimestre 2011, les dotations s'élèvent à 35 millions d'euros. Le coût du risque représente 4 points de base des encours de crédits à fin décembre 2011 à comparer à 32 points de base à fin décembre 2010. L'encours total de provisions constituées à fin 2011 représente ainsi 108,8 % des créances douteuses contre 107,5 % à fin 2010 ; celles-ci se stabilisent à 2,4 % des encours de crédits.

En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. atteint le niveau record de 1 008 millions d'euros en 2011, soit une hausse de 5,4 % par rapport à 2010.

## 1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T4-11	Variation T4/T3	2011	Variation* 2011/2010
Produit net bancaire	920	(1,4 %)	3 822	(1,5 %)
Charges d'exploitation	(642)	+ 3,4 %	(2 497)	(0,6 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>278</b>	<b>(11,0 %)</b>	<b>1 325</b>	<b>(3,3 %)</b>
Coût du risque	(69)	+ 13,1 %	(286)	(20,2 %)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>209</b>	<b>(17,0 %)</b>	<b>1 039</b>	<b>+ 2,7 %</b>
Sociétés mises en équivalence	-	ns	-	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	x 6,0	1	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>210</b>	<b>(16,5 %)</b>	<b>1 040</b>	<b>+ 3,1 %</b>
Impôt	(73)	(6,2 %)	(330)	+ 9,0 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	ns	-	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>137</b>	<b>(21,2 %)</b>	<b>710</b>	<b>+ 0,6 %</b>
Intérêts minoritaires	7	(20,9 %)	35	+ 0,6 %
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>130</b>	<b>(21,2 %)</b>	<b>675</b>	<b>+ 0,6 %</b>

\* Reclassement en 2010 des commissions liées aux moyens de paiement de charges en produit net bancaire, conformément à la méthode utilisée à partir du premier trimestre 2011

LCL a confirmé en 2011 son rôle dans le financement de l'économie française ainsi que l'illustre la progression en un an de 6,9 % des encours de crédits qui atteignent 87,8 milliards d'euros à fin 2011. Cette évolution est portée notamment par la hausse des crédits à l'habitat (+ 11,7 % entre décembre 2010 et décembre 2011), mais aussi par les crédits aux entreprises et professionnels dont la production progresse sur la même période de 27,8 %.

L'année 2011 est également marquée par le maintien d'un rythme de collecte soutenu (+ 2,6 % sur un an). Cette croissance porte tout particulièrement sur la collecte bilan dont la hausse s'est accélérée au dernier trimestre de l'année : l'encours a progressé de 16,7 % sur l'année pour atteindre plus de 76 milliards d'euros à fin décembre. Hormis les encours d'épargne-logement qui reculent de 1,9 % entre décembre 2010 et décembre 2011, l'ensemble

des classes de collecte bilan est en progression sur l'année de façon significative. L'encours de dépôts à vue augmente ainsi de 12,5 % en un an, l'encours de livrets de 12,2 % et celui des comptes à terme et plan épargne populaire de 44,1 %. La collecte de ressources hors bilan est négativement impactée en 2011 par les conditions conjoncturelles et de marché. Elle baisse de 8,6 % entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011, baisse attribuable tant à la collecte titres qu'aux OPCVM ; les encours d'assurance-vie sont quant à eux stables à 48,6 milliards d'euros (+ 0,2 %).

Sous l'effet conjugué de l'évolution des crédits et des ressources, le ratio crédit/collecte de LCL s'améliore de 7,5 points sur l'année : il passe de 122,8 % fin 2010 à 115,3 % fin 2011.

Le produit net bancaire de l'année 2011 s'inscrit en baisse de 1,5 % en un an à méthode constante. La marge d'intérêt est pénalisée sur la deuxième moitié de l'année par le rehaussement du coût de la collecte de bilan qui est en forte hausse : elle accuse une baisse de 1,9 % en un an. Parallèlement, les revenus de commissions ralentissent : ils affichent une baisse de 1,1 % entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011, en raison notamment de la baisse de l'activité de gestion mobilière.

Les charges d'exploitation sont maîtrisées : elles affichent une baisse de 0,6 % en un an en tenant compte du reclassement en 2010 des commissions liées aux moyens de paiement des charges vers le PNB. Le coefficient d'exploitation s'établit à 65,3 % à fin 2011.

Le coût du risque est en recul de 20,2 % entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011 mais en hausse de 13,1 % entre le troisième et le quatrième trimestre de 2011. Alors que les engagements s'inscrivent en nette hausse sur l'année, le poids relatif du coût du risque sur les encours s'établit à 30 points de base au quatrième trimestre 2011 à comparer à 43 points de base un an auparavant. Le taux de créances douteuses et litigieuses a également évolué favorablement sur l'année : il s'établit à 2,5 % à fin décembre 2011 contre 2,6 % à fin décembre 2010. Le taux de couverture atteint quant à lui 75,5 % y compris les provisions collectives, en amélioration de 2,0 % sur la même période.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit à 675 millions d'euros pour l'exercice 2011 (+ 0,6 % par rapport à 2010), dont 130 millions d'euros pour le dernier trimestre 2011.

## 2. POLE BANQUE DE PROXIMITE A L'INTERNATIONAL

L'année 2011 a été marquée par l'intégration dans le réseau italien de Carispezia et des 96 agences acquises auprès d'Intesa Sanpaolo. Cependant, la forte dégradation de la situation en Grèce, et de moindre ampleur dans les autres pays de présence de la Banque de proximité à l'international, a impacté les résultats du pôle. Ainsi, le coût du risque d'Emporiki s'est alourdi, pour partie en raison de sa participation au plan de soutien à la Grèce. Parallèlement, au quatrième trimestre, des dépréciations ont porté à la fois sur les sociétés mises en équivalence (BES et Bankinter) pour 981 millions d'euros et sur les filiales pour 275 millions d'euros (Cariparma et CA Ukraine), venant s'ajouter à la dépréciation sur Emporiki enregistrée au deuxième trimestre pour 359 millions d'euros.

Le **résultat net part du Groupe** du pôle enregistre ainsi en 2011 une perte de 2 601 millions d'euros, dont 1 524 millions d'euros au titre du quatrième trimestre.

(en millions d'euros)	T4-11	Variation T4/T4	2011	Variation 2011/2010
<b>Produit net bancaire</b>	<b>762</b>	<b>(0,9 %)</b>	<b>3 068</b>	<b>+ 3,1 %</b>
Charges d'exploitation	(585)	+ 19,6 %	(2 104)	+ 7,8 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>177</b>	<b>(36,8 %)</b>	<b>964</b>	<b>(5,8 %)</b>
Coût du risque	(513)	+ 66,1 %	(1 846)	+ 27,8 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(336)</b>	<b>x 11,9</b>	<b>(882)</b>	<b>x 2,1</b>
Sociétés mises en équivalence	(976)	ns	(911)	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	7	(17,1 %)	8	(9,4 %)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	(275)	ns	(634)	+ 42,1 %
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(1 580)</b>	<b>x 30,5</b>	<b>(2 419)</b>	<b>x 3,2</b>
Impôt	36	ns	(247)	+ 34,4 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	ns	14	(32,4 %)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(1 544)</b>	<b>x 20,6</b>	<b>(2 652)</b>	<b>x 2,9</b>
Intérêts minoritaires	(20)	ns	(51)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(1 524)</b>	<b>x 16,9</b>	<b>(2 601)</b>	<b>x 2,8</b>

**En Italie**, Cariparma a consolidé ses positions, notamment via l'intégration des nouvelles agences, et reste l'un des acteurs les plus performants et rentables du marché italien malgré un environnement marqué par le ralentissement de l'économie.

Sur un an, la forte progression de la collecte bilan, à + 18,4 %, a bénéficié de l'apport en liquidité de Carispezia et des nouvelles agences italiennes. Cariparma a par ailleurs maintenu une bonne dynamique des encours de crédits, qui enregistrent une hausse de + 16,1 % par rapport à décembre 2010. La fin d'année est néanmoins marquée par un ralentissement de la production en ligne avec la demande, notamment sur les crédits aux entreprises. Ces bonnes performances commerciales ont permis à Cariparma d'afficher en fin d'année un équilibre collecte / crédit.

Les résultats 2011 témoignent de sa bonne gestion opérationnelle. Ainsi, le produit net bancaire clientèle à périmètre constant s'inscrit en hausse de 4,9 % sur un an, impacté au deuxième semestre notamment par la hausse du coût de la collecte. Les charges d'exploitation sont impactées par les coûts d'intégration, s'élevant à 14 millions d'euros au quatrième trimestre et 47 millions d'euros sur l'année 2011. A périmètre constant hors coûts d'intégration, les charges restent cependant maîtrisées, enregistrant une hausse limitée à 0,6 % sur l'année et une baisse de 1,3 % sur le quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre 2010. Sur cette base, le coefficient d'exploitation s'établit à 63,0 % au quatrième trimestre et à 58,4 % pour l'année 2011. Le coût du risque s'élève à 83 points de base sur l'année 2011 (82 points de base sur l'année 2010), impacté sur le quatrième trimestre par le

provisionnement d'un nombre limité de dossiers entreprises. La contribution de Cariparma a par ailleurs été affectée par la dépréciation technique de l'écart d'acquisition à hauteur de 215 millions d'euros au quatrième trimestre, dont 24 millions reviennent aux minoritaires, soit un impact net part du Groupe de 191 millions d'euros. Un dégrèvement fiscal a finalement permis à Cariparma d'économiser 89 millions d'euros d'impôts sur l'année, dont 66 millions d'euros au quatrième trimestre 2011.

Au total, la contribution de Cariparma au résultat net part du Groupe hors dépréciation de l'écart d'acquisition s'élève à 181 millions d'euros, en hausse de 9,9 %, dont 52 millions d'euros au quatrième trimestre (+15,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2010).

En **Grèce**, les résultats d'Emporiki sont de nouveau marqués ce trimestre par la dépréciation supplémentaire sur la dette souveraine et par une conjoncture fortement dégradée.

Emporiki poursuit la politique de refinancement mise en place depuis le début de l'année 2011 visant à se procurer davantage de ressources propres et à réduire ainsi son refinancement auprès de Crédit Agricole S.A. L'encours de crédit brut diminue de 100 millions d'euros sur un an. Cette baisse, conjuguée à l'effort de provisionnement qui s'est poursuivi en 2011, a permis une réduction forte des encours de crédits nets. Par ailleurs, dans un contexte de forte concurrence, Emporiki est parvenu à augmenter sa part de marché sur la collecte, qui est portée à 5,7 % à fin 2011 (+ 44 points de base sur l'année). Le déficit collecte / crédit net s'est ainsi sensiblement amélioré sur l'année 2011.

Le recours accru à la Banque Centrale Européenne, porté à 1,8 milliard d'euros au 31 décembre 2011, ainsi que le remboursement anticipé d'une ligne moyen long terme de 1,3 milliard d'euros, en lien avec l'augmentation de capital de 2 milliards d'euros réalisée début 2012, ont également permis de faire baisser le montant de refinancement de Crédit Agricole S.A. accordé à Emporiki Bank. Celui-ci s'établit à 5,5 milliards d'euros au 31 décembre 2011, contre 10,4 milliards d'euros au 31 mars 2011 et 7,8 milliards au 30 septembre 2011. L'exposition de Crédit Agricole S.A. s'élève par ailleurs à 1,3 milliard d'euros en capital (1,0 milliard au 31 mars 2011).

Malgré cet environnement difficile, marqué notamment par l'augmentation des coûts de refinancement, le produit net bancaire s'établit en 2011 à 721 millions d'euros, en baisse limitée de 5,2 % sur un an. Les charges d'exploitation reculent (- 3,9 % sur un an) grâce aux importants efforts de restructuration menés par la banque, incluant notamment 610 départs de personnel, dont 454 au quatrième trimestre. Ces derniers ont impacté les charges à hauteur de 51 millions d'euros sur l'année (dont 38 millions d'euros au quatrième trimestre) et permis de porter le nombre d'employés à 5 100 (- 11 % sur un an), dont 4 100 chez Emporiki Bank (- 12 %). Au total, le résultat brut d'exploitation s'élève à 149 millions d'euros sur l'année 2011, en recul de 9,9 %. Hors coûts de restructuration, le coefficient d'exploitation est maintenu en-deçà de 75 %, à 72,4 %, en hausse de 1,3 point par rapport à l'année 2010.

Le coût du risque s'élève à 1 418 millions d'euros sur l'année 2011, en hausse de 38,7 %, dont 379 millions d'euros sur le quatrième trimestre. Il est fortement impacté par la participation d'Emporiki au plan de soutien à la Grèce, à hauteur de 34 millions d'euros au quatrième trimestre, portant sa participation à 246 millions d'euros sur l'année 2011 et représentant 70 % de l'exposition brute en obligations d'Etat grec. De plus, l'effort de provisionnement réalisé par Emporiki sur l'ancienne génération de prêts s'est poursuivi. Le taux de couverture est porté à 54 % en fin d'année (+ 4 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2011), dont 78 % sur les corporates. Le taux de créances douteuses et litigieuses atteint 33,5 %, en hausse de 2,3 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2011.

Au total, le résultat part du Groupe d'Emporiki ressort à -352 millions d'euros au quatrième trimestre 2011.

**Hors l'Italie et la Grèce**, les autres entités du Groupe présentent un équilibre collecte / crédit, affichant 8,5 milliards d'euros de collecte bilan et 8,4 milliards d'euros de crédits bruts au 31 décembre 2011. Parmi ces autres entités, CA Polska est celle ayant le poids le plus important en produit net bancaire, avec 43 %, suivie du Crédit du Maroc (23 %), de CA Egypt (19 %), puis de CA Ukraine (7 %), de CA Srbija (4 %) et de Madagascar (4 %). En Pologne, le Groupe développe et rénove son réseau d'agences dans le cadre de la construction de la banque de proximité (sous la marque Crédit Agricole Bank Polska), aux côtés de l'activité de crédit à la consommation historique (sous la marque Lukas).

Les résultats 2011 s'élèvent à 116 millions d'euros hors dépréciations, traduisant des effets contrastés : un produit net bancaire en baisse de 3,0 %, une quasi-stabilité des charges, une baisse du coût du risque (- 21,4 % par rapport à 2010). La Pologne contribue pour 28 millions d'euros au résultat des autres entités, et le Maroc et l'Egypte pour 40 millions d'euros. Par ailleurs, des dépréciations s'élevant à 1 041 millions d'euros ont impacté les sociétés mises en équivalence (BES, Bankinter) et l'Ukraine suite à la dégradation de la situation économique dans ces pays.

### 3. POLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T4-11	Variation T4/T4	2011	Variation 2011/2010
Produit net bancaire	956	(4,4%)	3 926	(0,5 %)
Charges d'exploitation	(480)	+ 8,8 %	(1 744)	+ 0,6 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>476</b>	<b>(14,9 %)</b>	<b>2 182</b>	<b>(1,3 %)</b>
Coût du risque	(606)	93,3 %	(1 606)	+ 23,8 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(130)</b>	<b>ns</b>	<b>576</b>	<b>(36,9 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	4	+ 25,0 %	14	+ 16,7 %
Gains/pertes sur autres actifs	-	ns	-	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(247)	ns	(247)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(373)</b>	<b>ns</b>	<b>343</b>	<b>(62,9 %)</b>
Impôt	18	ns	(242)	(26,5 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	ns	5	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(355)</b>	<b>ns</b>	<b>106</b>	<b>(82,3 %)</b>
Intérêts minoritaires	(22)	ns	15	(74,7 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(333)</b>	<b>ns</b>	<b>91</b>	<b>(83,1 %)</b>

Le métier **Crédit à la consommation**, voit au quatrième trimestre 2011 les premiers effets du plan d'adaptation annoncé le 14 décembre 2011 par Crédit Agricole S.A. L'impact en résultat net part du Groupe du plan s'établit à - 103 millions d'euros correspondant au provisionnement des coûts de restructuration pour 57 millions d'euros en frais généraux et au provisionnement lié aux cessions de créances douteuses pour 99 millions d'euros en coût du risque. L'impact en impôt est quant à lui positif et s'élève à 53 millions d'euros.

L'année 2011 est marquée par le retournement du marché du crédit à la consommation. Sous l'effet conjugué de la situation économique dégradée et des évolutions réglementaires, le ralentissement de l'activité, piloté par le Groupe, se traduit par des encours gérés en hausse, limitée, de 0,3 % sur l'année et par une baisse de la consommation de liquidité. La consommation de liquidité du métier Crédit à la consommation baisse ainsi de 0,6 milliard d'euros sur le second semestre 2011 correspondant à la baisse des encours clientèle au bilan de Crédit Agricole Consumer Finance. Par ailleurs, la diversification des sources de refinancement externes au moyen notamment de la collecte de nouveaux dépôts en Allemagne et de la titrisation en France permet un apport de liquidité de 2 milliards d'euros depuis le 30 juin 2011.

Dans cet environnement fortement contraint, le métier Crédit à la consommation continue néanmoins de renforcer son efficacité opérationnelle. Avant les coûts du plan d'adaptation, les frais généraux sont en baisse de 2,3 % sur un an et le coefficient d'exploitation, à 39,9 %, s'améliore de 0,6 point sur l'année.

Au total, retraité des coûts liés au plan d'adaptation, le résultat net part du Groupe pour l'année reste solide et s'établit à 452 millions d'euros, en baisse de 1,8 % sur un an malgré un renforcement du taux de couverture sur les créances dépréciées sur le portefeuille Agos pour 107 millions d'euros au quatrième trimestre 2011.

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** continuent de progresser mais à un rythme ralenti au quatrième trimestre 2011.

Dans le métier du **crédit-bail**, les encours gérés s'établissent à 19,9 milliards d'euros au 31 décembre 2011, en hausse de 5,0 % sur un an contre 6,3 % au trimestre précédent. Cette progression qui s'est ralentie au cours du deuxième semestre 2011 en lien avec les décisions du plan d'adaptation, s'accompagne d'une baisse de 4 % de la production entre le troisième et le quatrième trimestre 2011. La priorité est par ailleurs donnée aux partenariats stratégiques et rentables en France.

L'**Affacturage** connaît un développement maîtrisé en lien avec la nécessité de piloter les besoins de liquidité du Groupe. Le chiffre d'affaires factoré s'élève 59,9 milliards d'euros sur l'année avec un bon niveau d'activité en France où il s'établit à 39,0 milliards d'euros et progresse de 9,6 % sur un an et de 4,9 % entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2011. A l'international, le chiffre d'affaires factoré est stable à - 0,4 % entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2011 (en excluant la cession d'Eurofactor UK en août 2011).

Les résultats du métier **Crédit-bail & affacturage** au quatrième trimestre sont marqués par les premiers impacts du plan d'adaptation avec une dépréciation des écarts d'acquisition de 247 millions d'euros sur le métier du crédit-bail et une focalisation de l'activité vers les clients des réseaux de proximité du Groupe en France. Le produit net bancaire résiste malgré une hausse du coût de la liquidité. Le coût du risque est en forte baisse en France mais reste pénalisé à l'international par les provisions passées sur les activités de crédit-bail en Grèce (142 millions d'euros sur l'année, dont 93 millions d'euros au quatrième trimestre 2011) et en Italie (20 millions d'euros sur l'année, dont 10 millions d'euros au quatrième trimestre 2011).

#### **4. POLE GESTION D'ACTIFS, ASSURANCES ET BANQUE PRIVÉE**

Le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée a été de nouveau impacté au quatrième trimestre 2011 par deux éléments principaux. D'une part, la dépréciation des titres d'Etat grecs qui a pénalisé le résultat de l'assurance pour 186 millions d'euros en coût du risque, après 764 millions d'euros au troisième trimestre et 131 millions d'euros au deuxième trimestre. Sur l'année 2011, le coût du plan européen de soutien à la Grèce pour le métier assurances s'élève ainsi à 1,1 milliard d'euros en coût du risque. D'autre part, l'environnement de marché très défavorable à compter du deuxième semestre a pénalisé l'activité de l'ensemble du pôle. Au 31 décembre 2011, les encours gérés atteignent ainsi 1 006 milliards d'euros (808,5 milliards d'euros hors double compte), en baisse de 5,4 % sur un an.

En dépit de ces deux éléments, le pôle dégage au quatrième trimestre 2011 un résultat net part du Groupe de 185 millions d'euros et 951 millions d'euros sur l'année. Hors l'impact du plan européen de soutien à la Grèce, le résultat net part du Groupe s'établit à 313 millions d'euros sur le trimestre et à 1 663 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2011.

(en millions d'euros)	T4-11	Variation T4/T4	2011	Variation 2011/2010
Produit net bancaire	1 247	+ 1,6 %	5 243	+ 5,2 %
Charges d'exploitation	(675)	+ 12,5 %	(2 508)	+ 0,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>572</b>	<b>(8,8 %)</b>	<b>2 735</b>	<b>+ 9,7 %</b>
Coût du risque	(195)	ns	(1 075)	ns
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>377</b>	<b>(38,9 %)</b>	<b>1 660</b>	<b>(32,8 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	3	+ 20,0 %	11	x 3,2
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	ns	(1)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>379</b>	<b>(38,0 %)</b>	<b>1 670</b>	<b>(32,2 %)</b>
Impôt	(180)	(10,9 %)	(620)	(22,6 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	ns	-	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>199</b>	<b>(51,7 %)</b>	<b>1 050</b>	<b>(36,9 %)</b>
Intérêts minoritaires	14	(59,6 %)	99	(36,3 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>185</b>	<b>(50,9 %)</b>	<b>951</b>	<b>(37,0 %)</b>

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi (y compris les activités de gestion de la BFT rachetées au 1<sup>er</sup> juillet 2011) affiche sur un an des résultats en légère progression malgré un environnement financier très défavorable. Les actifs sous gestion s'établissent à fin décembre 2011 à 658,6 milliards d'euros, en baisse limitée de 7 % sur un an tandis que l'indice CAC 40 chute de 17 % sur la même période, entraînant un effet marché et change négatif de 16,7 milliards d'euros. La décollecte s'élève à - 35,0 milliards d'euros sur un an et se concentre sur la France et les produits monétaires originés par les réseaux, ainsi que sur les grands *Corporates* du fait de l'arbitrage vers les produits bilanciels. Les succès produits et commerciaux remportés par Amundi ont néanmoins permis d'atténuer l'impact de cette décollecte. Ainsi, sur un an, les fonds d'épargne salariale collectent 3,7 milliards d'euros, 3,0 milliards d'euros sont collectés en Asie tandis que la collecte auprès des institutionnels à l'international, principalement des fonds souverains, s'élève à 3,1 milliards d'euros. Enfin, avec 1,7 milliard d'euros collectés en 2011, Amundi est le troisième collecteur européen sur les fonds ETF.

Au total, Amundi affiche une bonne performance opérationnelle avec un résultat net annuel qui s'établit à 413 millions d'euros, en hausse de 1,8 % en 2011 par rapport à 2010. Le produit net bancaire baisse de 8,2 % du fait du recul des commissions de surperformance et de la stabilité de la marge de gestion nette. Par ailleurs, la baisse des charges d'exploitation de 5,8 % (hors coûts de restructuration en 2010) en 2011 par rapport à 2010 reflète l'effet en année pleine des synergies et la poursuite des gains de productivité. Au total, le coefficient d'exploitation s'établit en 2011 à 55,9 %, au meilleur niveau en Europe. Le quatrième trimestre est dans une dynamique favorable après un troisième trimestre difficile. Le résultat net s'élève à 89 millions d'euros, en progression de 12,2 % au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent ; le coefficient d'exploitation s'établit à 54,3 %.

En ce qui concerne les **Services financiers aux institutionnels**, l'activité commerciale a été soutenue en 2011 permettant de limiter la baisse des actifs dans un contexte de marché difficile. Cette bonne performance provient notamment de l'élargissement de l'offre produit (solutions de *middle-office*, etc.) et du fort développement du *collateral management*. Les encours conservés s'élèvent à 2 259 milliards d'euros et sont restés stables au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent (- 0,2 %) tandis que les encours administrés, à 1 040 milliards d'euros, sont en baisse limitée de 2,8 % au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent. En revanche, les dépôts espèce progressent fortement (+ 36 %) au quatrième trimestre 2011 par rapport à l'année précédente. Le résultat net annuel s'établit à 164 millions d'euros : il progresse de 12,4 % sur un an sous l'effet conjugué de la croissance du produit net bancaire de 1,8 % sur un an (+ 6,7 % T4/T4) grâce à la diversification des revenus (progression des revenus de trésorerie, compensation des dérivés listés et prêt/emprunt de titres) et à la baisse des

charges de 0,6 % sur un an (- 4,0 % T4/T4) traduisant la poursuite des efforts d'efficacité opérationnelle. Au total, le résultat brut d'exploitation progresse de 7,5 % sur un an et le coefficient d'exploitation continue de s'améliorer ; il s'établit sur l'année à 69,2 %, plaçant ainsi CACEIS parmi les meilleurs de l'industrie. Le quatrième trimestre 2011 s'inscrit dans cette dynamique favorable avec un résultat net qui atteint 48 millions d'euros, en hausse de 20,4 % au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent.

L'activité **Banque privée** résiste malgré l'aggravation de la crise financière au deuxième semestre. Les encours, qui atteignent 126,3 milliards d'euros, présentent globalement une solidité qui se traduit d'une part par une stabilité à 57,2 milliards d'euros sur le périmètre France, avec notamment une collecte des produits bilan en hausse chez LCL Banque Privée, et d'autre part par un léger repli à 69,1 milliards sur le périmètre international, soit une variation de (2,6 %) sur un an, due notamment à un effet marché défavorable sur le deuxième semestre.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 113 millions d'euros, en nette progression de 5,9 % sur l'année. Il bénéficie notamment de l'augmentation de 4,8% du produit net bancaire.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 25,2 milliards d'euros au 31 décembre 2011.

L'assurance-vie en France résiste dans un marché difficile. La part de marché sur les encours reste stable à 15,1 %<sup>1</sup> à fin 2011. La collecte nette cumulée sur un an reste positive à 2,5 milliards d'euros mais subit une baisse de 67 % par rapport à l'année 2010. Le chiffre d'affaires est également en repli de 14 %<sup>2</sup> sur un an, avec un recul de 23 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au quatrième trimestre 2010.

L'assurance dommages en France réalise une excellente année. Le chiffre d'affaires s'élève à 2,3 milliards d'euros au 31 décembre 2011, en hausse de 11 %<sup>3</sup> sur un an et sur l'ensemble des produits. Cette progression reste très supérieure à celle du marché (+ 4 %<sup>4</sup>). L'année 2011 connaît également une production record avec 1,8 million d'affaires nouvelles permettant ainsi une progression du portefeuille de contrats de 6 % sur un an.

L'activité assurance emprunteurs enregistre une légère hausse de son chiffre d'affaires. Il s'établit à un peu plus d'1 milliard d'euros et progresse de 8 % en France, notamment sur les crédits immobiliers. L'activité des filiales à l'international est pénalisée en 2011 par la dégradation du contexte économique et financier dans l'ensemble des pays d'implantation. Elle résiste néanmoins en Italie où le chiffre d'affaires vie est en retrait de 6 % sur un an dans un marché en baisse de 19 %<sup>5</sup>.

Avant dépréciation des titres d'Etat grecs, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 1 110 millions d'euros en 2011 dont 187 millions d'euros au quatrième trimestre 2011.

Sur l'année 2011, les titres d'Etat grecs ont été dépréciés en moyenne de 74 %. La dépréciation à la charge de l'assureur comptabilisée en coût du risque s'élève à 1 081 millions d'euros sur l'année 2011 dont 186 millions d'euros au titre du quatrième trimestre. L'impact de cette dépréciation sur les comptes est partiellement compensé par l'externalisation de plus-values en produit net bancaire qui progresse ainsi de 16,8 % sur l'année dont 5,1 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au quatrième trimestre 2010. Les frais généraux, en hausse de 73,7 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au quatrième trimestre 2010, subissent quant à eux l'impact de la hausse de l'assiette de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) pour 69 millions d'euros sur le quatrième trimestre.

Les fondamentaux du métier Assurances restent néanmoins toujours robustes. Les encours gérés en assurance-vie augmentent de 1,3 % sur un an et s'établissent à 221,5 milliards d'euros dont 181 milliards d'euros pour les contrats en euros, en hausse de 2,4 % sur un an, et 40,5 milliards d'euros pour les contrats en unités de compte, pénalisés par la baisse des marchés financiers. La sinistralité en assurance dommages est quant à elle bien maîtrisée avec un ratio sinistres sur cotisations<sup>6</sup> (S/C) à 68,6 % à fin décembre 2011. Par ailleurs, l'organisation du métier Assurances et la gestion financière poursuivent leur adaptation aux nouvelles normes Solvabilité II.

<sup>1</sup> Données FFSA décembre 2011

<sup>2</sup> Y compris Spirica, entrée dans le périmètre de consolidation en 2011

<sup>3</sup> Retraité de l'évolution réglementaire de la taxe sur la Couverture Maladie Universelle en 2011

<sup>4</sup> Données FFSA décembre 2011

<sup>5</sup> Données IAMA novembre 2011

<sup>6</sup> Net de réassurance

## 5. POLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Le quatrième trimestre 2011 est marqué par les coûts du plan d'adaptation présenté le 14 décembre 2011, qui se montent à – 1 432 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe ressort ainsi en perte de 1 243 millions d'euros sur le trimestre, et – 147 millions d'euros sur l'année 2011 entière.

Conformément aux annonces faites le 14 décembre 2011, l'impact du plan d'adaptation sur le résultat net part du Groupe au quatrième trimestre 2011 s'établit à - 1 432 millions d'euros, se décomposant de la manière suivante :

- en produit net bancaire : – 258 millions d'euros, en excluant les cessions de prêts réalisées aux trimestres précédents (impact de – 11 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2011) ;
- en charges d'exploitation : le provisionnement des restructurations pour 336 millions d'euros ;
- la dépréciation des écarts d'acquisition, à hauteur de 1 053 millions d'euros (imputée par convention en totalité sur la banque de marché et d'investissement).

La mise en œuvre de ce plan a permis une réduction du besoin de liquidité de 11 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2011.

Avant impacts du plan d'adaptation, le résultat net part du Groupe des activités pérennes, hors effet positif lié à la réévaluation de la dette et retraité des couvertures de prêts, ressort à 1 125 millions d'euros en 2011 et 85 millions d'euros pour le seul quatrième trimestre 2011. Il reflète la relative résistance des activités de marché malgré la persistance de la crise financière, ainsi que l'effet des fortes contraintes de liquidité sur les activités de financement, pilotées pour atteindre les objectifs du plan d'adaptation.

Sur l'année, les charges sont en baisse de 1,4 % (avant coûts de restructuration). Pour sa part, le coût du risque enregistre une hausse sensible au quatrième trimestre, correspondant à plusieurs dossiers, après trois trimestres très faibles.

Enfin, le coût des activités en extinction reste contenu : il atteint 50 millions d'euros en résultat net part du Groupe pour le quatrième trimestre (avant impact du plan d'adaptation) contre – 164 millions au troisième trimestre 2011.

### Activités pérennes

(en millions d'euros)	T4-11	T4-11*	Variation T4*/T4*	2011	2011*	Variation 2011*/2010*
Produit net bancaire	1 116	1 000	(26,1 %)	5 750	5 176	(9,8 %)
Charges d'exploitation	(1 075)	(750)	(18,0 %)	(3 676)	(3 351)	(1,4 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>41</b>	<b>250</b>	<b>(43,1 %)</b>	<b>2 074</b>	<b>1 825</b>	<b>(22,0 %)</b>
Coût du risque	(216)	(216)	ns	(329)	(329)	+ 17,1 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(175)</b>	<b>34</b>	<b>(92,7 %)</b>	<b>1 745</b>	<b>1 496</b>	<b>(27,3 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	30	30	(15,5 %)	133	133	(4,3 %)
Gains/pertes sur autres actifs	7	7	ns	1	1	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(1 053)	-	ns	(1 053)	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(1 191)</b>	<b>71</b>	<b>(85,4 %)</b>	<b>826</b>	<b>1 630</b>	<b>(25,6 %)</b>
Impôt	73	(2)	(97,7 %)	(585)	(503)	(14,3 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-	-	-	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(1 118)</b>	<b>69</b>	<b>(82,2 %)</b>	<b>241</b>	<b>1 127</b>	<b>(29,7 %)</b>
Intérêts minoritaires	(16)	(16)	ns	2	2	(96,0 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(1 102)</b>	<b>85</b>	<b>(77,4 %)</b>	<b>239</b>	<b>1 125</b>	<b>(27,6 %)</b>

\* Retraité de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts, et avant impacts du plan d'adaptation en 2011

## Banque de financement

(en millions d'euros)	T4-11	T4-11*	Variation T4*/T4*	2011	2011*	Variation 2011*/2010*
Produit net bancaire	447	549	(25,0 %)	2 425	2 512	(7,6 %)
Charges d'exploitation	(300)	(198)	(9,6 %)	(982)	(880)	3,6 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>147</b>	<b>351</b>	<b>(31,5 %)</b>	<b>1 443</b>	<b>1 632</b>	<b>(12,7 %)</b>
Coût du risque	(206)	(206)	ns	(319)	(319)	+ 94,7 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(59)</b>	<b>145</b>	<b>(73,1 %)</b>	<b>1 124</b>	<b>1 313</b>	<b>(23,0 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	30	30	(14,7 %)	134	134	(3,1 %)
Gains/pertes sur autres actifs	11	11	ns	2	2	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(18)</b>	<b>186</b>	<b>(67,2 %)</b>	<b>1 260</b>	<b>1 449</b>	<b>(21,1 %)</b>
Impôt	10	(63)	(47,9 %)	(406)	(475)	+ 0,7 %
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-	-	-	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(8)</b>	<b>123</b>	<b>(72,4%)</b>	<b>854</b>	<b>974</b>	<b>(28,6 %)</b>
Intérêts minoritaires	(10)	(10)	ns	(4)	(4)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2</b>	<b>133</b>	<b>(69,6 %)</b>	<b>858</b>	<b>978</b>	<b>(26,1 %)</b>

\* Retraité des couvertures de prêts, et avant coûts du plan d'adaptation en 2011

Au quatrième trimestre 2011, le produit net bancaire intègre à hauteur de - 116 millions d'euros l'impact des cessions de prêts réalisées dans le cadre du plan d'adaptation. Pour l'année entière, le coût des cessions s'élève à 127 millions d'euros (dont 5 millions d'euros au troisième trimestre 2011). Avec un recul de 25 % par rapport au quatrième trimestre 2010 et de 7,6 % pour l'année 2011 par rapport à 2010, le produit net bancaire reflète également la réduction de la production dans toutes les activités de la banque de financement.

Les couvertures de prêts ont un impact toujours faible ce trimestre, avec un produit net bancaire de 14 millions d'euros, à comparer avec 13 millions au trimestre précédent, et 6 millions d'euros au quatrième trimestre 2010. Les financements structurés enregistrent ainsi un recul de 2,7 % par rapport au quatrième trimestre 2010 et de 10,7 % par rapport au niveau élevé du troisième trimestre 2011. L'impact est notable en premier lieu sur les activités de flux et de court terme (Crédit export et *Trade finance*, financement de matières premières). Crédit Agricole CIB renforce néanmoins ses positions en financements de projets sur la zone EMEA (source : Thomson Financial), passant de la troisième à la deuxième place.

La banque commerciale voit ses revenus baisser de 52,1 % par rapport au quatrième trimestre 2010 et de 35,5 % par rapport au troisième trimestre 2011. Ils passent ainsi de 246 millions d'euros (avant cession de prêts) au troisième trimestre 2011 à 158 millions d'euros au quatrième trimestre, enregistrant l'impact immédiat de la hausse du coût de la liquidité et des cessions d'actifs. Crédit Agricole CIB conserve un bon positionnement dans la syndication : au premier rang en France, la Banque passe de la 3<sup>e</sup> à la 2<sup>e</sup> place sur la zone EMEA ainsi que sur l'Europe de l'Ouest (source : Thomson Financial).

Après plusieurs trimestres marqués par un coût du risque très faible (113 millions d'euros cumulés sur les neuf premiers mois), une dotation de 206 millions d'euros est réalisée au quatrième trimestre, correspondant à l'augmentation des dotations individuelles. Le stock de provisions collectives au 31 décembre 2011 reste stable.

## Banque de marchés et d'investissement

(en millions d'euros)	T4-11	T4-11*	Variation T4*/T4*	2011	2011*	Variation 2011*/2010*
Produit net bancaire	670	452	(27,5 %)	3 325	2 664	(11,8 %)
Charges d'exploitation	(776)	(553)	(20,6 %)	(2 694)	(2 471)	(3,1 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(106)</b>	<b>(101)</b>	<b>+ 37,4 %</b>	<b>631</b>	<b>193</b>	<b>(59,0 %)</b>
Coût du risque	(10)	(10)	+14,0 %	(10)	(10)	(91,2 %)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(117)</b>	<b>(111)</b>	<b>+ 34,8 %</b>	<b>621</b>	<b>183</b>	<b>(48,2 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	(1)	(1)	+ 40,0 %	(1)	(1)	ns
Gains/pertes sur autres actifs	(2)	(2)	ns	(1)	(1)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(1 053)	-	-	(1 053)	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(1 173)</b>	<b>(114)</b>	<b>+ 38,2 %</b>	<b>(434)</b>	<b>181</b>	<b>(48,9 %)</b>
Impôt	63	61	ns	(179)	(28)	(75,1 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-	-	-	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(1 110)</b>	<b>(53)</b>	<b>(8,6 %)</b>	<b>(613)</b>	<b>153</b>	<b>(36,0 %)</b>
Intérêts minoritaires	(7)	(7)	ns	6	6	(31,5 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(1 103)</b>	<b>(46)</b>	<b>(20,1 %)</b>	<b>(619)</b>	<b>147</b>	<b>(36,2 %)</b>

\* Retraité de la réévaluation de la dette et avant coûts du plan d'adaptation en 2011

Au quatrième trimestre 2011, les revenus de la Banque de marchés et d'investissement intègrent un impact de la réévaluation de la dette positif de 228 millions d'euros.

Hors cet impact, et dans un contexte de crise financière, les revenus des activités de marché sont en recul. En particulier, les résultats de l'activité *Fixed income* s'établissent à 148 millions d'euros au quatrième trimestre, contre 225 millions d'euros au trimestre précédent et 228 millions d'euros au quatrième trimestre 2010. Les activités de la trésorerie continuent de subir les conséquences de la crise de liquidité. En revanche, les activités obligataires réalisent une bonne performance marquée notamment par le rebond du primaire. Crédit Agricole CIB progresse de deux places et se classe 5<sup>e</sup> toutes émissions en euros confondues (source Thomson Financial).

Le pôle actions enregistre également une baisse des revenus, à 304 millions d'euros ce trimestre, contre 344 millions d'euros au trimestre précédent et 394 millions d'euros un an auparavant. L'activité du courtage actions est pénalisée par une baisse généralisée des volumes, aussi bien en Europe qu'en Asie.

La VaR continue d'être maîtrisée et s'établit à un niveau faible (15,6 millions d'euros) au 31 décembre 2011.

## Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T4-11	T4-11*	Variation T4*/T4*	2011	2011*	Variation 2011*/2010*
Produit net bancaire	(212)	(80)	+ 5,3 %	(314)	(182)	(51,3 %)
Charges d'exploitation	(33)	(22)	(24,1 %)	(108)	(97)	(10,2 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(245)</b>	<b>(102)</b>	<b>(2,9 %)</b>	<b>(422)</b>	<b>(279)</b>	<b>(42,1 %)</b>
Coût du risque	3	3	ns	(175)	(175)	(48,7 %)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(242)</b>	<b>(99)</b>	<b>(27,7 %)</b>	<b>(597)</b>	<b>(454)</b>	<b>(44,8 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	-	-	-	-
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(242)</b>	<b>(99)</b>	<b>(27,7 %)</b>	<b>(597)</b>	<b>(454)</b>	<b>(44,8 %)</b>
Impôt	97	45	2,3 %	202	150	(43,6 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(145)</b>	<b>(54)</b>	<b>(41,9 %)</b>	<b>(395)</b>	<b>(304)</b>	<b>(45,4 %)</b>
Intérêts minoritaires	(4)	(4)	ns	(9)	(9)	(25,0 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(141)</b>	<b>(50)</b>	<b>(45,1 %)</b>	<b>(386)</b>	<b>(295)</b>	<b>(49,5 %)</b>

\* Retraité des impacts du plan d'adaptation

La contribution au résultat des activités en cours d'arrêt est négative de 145 millions d'euros ce trimestre, intégrant à hauteur de 132 millions le coût du plan d'adaptation lié à la cession en décembre d'un portefeuille de RMBS US.

En excluant l'impact de cette cession, le produit net bancaire des CDO, ABS, CLO ressort à - 127 millions d'euros, contre + 29 millions d'euros au troisième trimestre 2011. Il tient compte pour - 125 millions de la valorisation des CDO en *trading book*, avec la mise à jour des taux d'actualisation pour tenir compte du contexte actuel de liquidité. Les activités de corrélation bénéficient ce trimestre d'un impact positif du resserrement des *spreads* de crédit sur le risque garant. Le produit net bancaire de ces activités s'établit ainsi à 39 millions d'euros au quatrième trimestre 2011.

Le coût du risque est en reprise nette de 3 millions d'euros au quatrième trimestre, contre une dotation importante (100 millions d'euros) au troisième trimestre.

L'accord entre Crédit Agricole CIB et Blue Mountain a été signé, en vue du transfert à partir de 2012 de l'exposition au risque de marché de l'activité de corrélation. Cette transaction n'a pas d'impact financier en 2011.

## 6. COMPTE PROPRE ET DIVERS

(en millions d'euros)	T4-11	Variation T4/T4	2011	Variation 2011/2010
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(126)</b>	<b>(68,9 %)</b>	<b>(712)</b>	<b>(31,1 %)</b>
Charges d'exploitation	(290)	(3,2 %)	(975)	+ 4,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(416)</b>	<b>(41,1 %)</b>	<b>(1 687)</b>	<b>(14,1 %)</b>
Coût du risque	(263)	ns	(340)	x 11,6
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(679)</b>	<b>(5,7 %)</b>	<b>(2 027)</b>	<b>+ 1,7 %</b>
Sociétés mises en équivalence	(2)	ns	(26)	(97,7 %)
Gains/pertes sur autres actifs sur autres actifs	1	ns	(4)	(97,4 %)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(1)	ns	(1)	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(681)</b>	<b>(65,6 %)</b>	<b>(2 058)</b>	<b>(37,9 %)</b>
Impôts	224	(62,3 %)	796	(23,8 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	ns	(5)	x 4,2
<b>Résultat net</b>	<b>(457)</b>	<b>(67,0 %)</b>	<b>(1 267)</b>	<b>(44,3 %)</b>
Intérêts minoritaires	42	(1,6 %)	181	(1,7 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(499)</b>	<b>(65,1 %)</b>	<b>(1 447)</b>	<b>(41,1 %)</b>

Au quatrième trimestre 2011, le produit net bancaire du pôle s'établit à - 126 millions d'euros, en nette amélioration par rapport à 2010. Il intègre notamment des dividendes en hausse du fait de la comptabilisation, à partir du premier trimestre 2011, des dividendes reçus d'Intesa Sanpaolo. Le coût du risque est en forte hausse en 2011 par rapport à 2010. Il inclut une provision de 97 millions d'euros au titre des activités de crédit-bail ainsi qu'une provision de 106 millions d'euros relative à la résiliation de la garantie envers Emporiki.

Le 23 décembre 2011, les garanties *Switch* transférant aux Caisses régionales les emplois pondérés au titre de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales ont été mises en place ; leur impact est quasi-nul en résultat. Enfin, le 16 décembre 2011, Crédit Agricole S.A. et Coller Capital ont annoncé la signature d'un accord relatif à la cession de la société de gestion Crédit Agricole Private Equity. La finalisation de l'opération devrait intervenir au cours du premier trimestre 2012.

Sur l'année 2011, le résultat net part du Groupe du pôle Compte propre et divers au résultat de Crédit Agricole S.A. s'élève à - 1 447 millions d'euros, en forte amélioration par rapport à 2010. Pour mémoire, 2010 était marquée par des éléments non récurrents tels que les opérations sur la participation de Crédit Agricole S.A. dans Intesa Sanpaolo (impact négatif des cessions de titres : - 171 millions d'euros en résultat net sur autres actifs, déconsolidation de la participation au quatrième trimestre 2010 ayant généré un impact négatif en résultat des sociétés mises en équivalence de - 1 243 millions d'euros) et l'*exit tax* sur contrats d'assurance-vie dont l'impact positif en impôts a été supérieur à 400 millions d'euros.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le groupe Crédit Agricole confirme en 2011 sa place de premier financeur de l'économie française et sa capacité à maintenir une rentabilité opérationnelle solide malgré le durcissement du contexte, tant en termes conjoncturel que de conditions de marchés.

L'encours de crédit du Groupe progresse de 39,5 milliards d'euros sur l'année, grâce notamment à la production de 96 milliards d'euros de crédits sur douze mois, pour la seule banque de proximité en France. En termes de ressources, le Groupe parvient à augmenter sa collecte bilan de 7 % sur un an, soit une hausse de plus de 43 milliards d'euros. Celle-ci représente à fin 2011, 45 % de la collecte totale contre 42 % un an auparavant. Le ratio crédit sur collecte s'améliore ainsi de 2,0 points en douze mois pour s'établir à 120 % à fin décembre 2011, avec une nette accélération de cette amélioration au cours du dernier trimestre.

En 2011, le groupe Crédit Agricole a réalisé un produit net bancaire de 35 129 millions d'euros, en progression de 2,7 % par rapport à 2010, dont 8 243 millions d'euros au dernier trimestre 2011 (- 2,5 % par rapport au quatrième trimestre 2010). Le produit net bancaire trimestriel du Groupe avant prise en compte du plan d'adaptation s'élève à 8,5 milliards d'euros, en hausse de 0,6 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Cette évolution favorable traduit une dynamique commerciale soutenue et une génération de revenus provenant de l'ensemble des métiers du Groupe (hors Emporiki).

Compte tenu de l'augmentation de 3,7 % des charges d'exploitation sur douze mois, qui intègrent les charges liées au projet NICE ainsi que les coûts du plan d'adaptation, le coefficient d'exploitation du Groupe s'établit à 61,6 % à fin 2011. Avant prise en compte du plan d'adaptation les charges progressent de 1,9 % sur un an.

Le résultat brut d'exploitation atteint ainsi 13,5 milliards d'euros sur l'année 2011 (+ 1,1 % sur douze mois et +5,9 % avant impacts du plan d'adaptation).

Le coût du risque, qui intègre tant les charges liées au plan européen du soutien à la Grèce que celles dues au plan d'adaptation, augmente de 29,2 % entre 2010 et 2011. Il augmente de 79,3 % entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2011 du fait de la comptabilisation des effets du plan d'adaptation sur ce dernier trimestre. Le coût du risque sur encours de crédit s'établit ainsi à 74 points de base pour le quatrième trimestre 2011 ; avant impact du plan d'adaptation, il représente 70 points de base.

Les dépréciations de valeur des écarts d'acquisition du quatrième trimestre 2011 intègrent les dépréciations liées tant au plan d'adaptation sur les métiers de la Banque de financement et d'investissement et des Services financiers spécialisés, que la perte de valeur sur les participations mises en équivalence, Bankinter et BES, du fait de la dégradation des économies dans lesquelles ces entités opèrent, ainsi que les dépréciations techniques effectuées sur l'Italie et l'Ukraine du fait de la revue des paramètres de dépréciation.

L'impôt augmente facialement de 27,0 % entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2011 : il intègre toutefois l'effet positif de *l'exit tax* en 2010, et pour 2011, d'une part la non-déductibilité de la dépréciation des écarts de valeur d'acquisition et d'autre part la hausse légale du taux d'imposition des sociétés.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit à 812 millions d'euros pour l'exercice 2011, intégrant une perte nette de 2 526 millions d'euros pour le seul quatrième trimestre de l'année.

(en millions d'euros)	T4-11	Variation T4/T4	2011	Variation 2011/2010
<b>Produit net bancaire</b>	<b>8 243</b>	<b>(2,5 %)</b>	<b>35 129</b>	<b>+ 2,7 %</b>
Charges d'exploitation	(5 868)	+ 8,1 %	(21 629)	+ 3,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 375</b>	<b>(21,5 %)</b>	<b>13 500</b>	<b>+ 1,1 %</b>
Coût du risque	(1 908)	+ 79,3 %	(6 708)	+ 29,2 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>467</b>	<b>(76,2 %)</b>	<b>6 792</b>	<b>(16,8 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	(947)	(22,7 %)	(789)	(12,3 %)
Résultat net sur autres actifs	18	ns	10	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(1 671)	ns	(2 049)	x 4,3
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(2 133)</b>	<b>ns</b>	<b>3 964</b>	<b>(40,0 %)</b>
Impôts	(351)	+ 27,0 %	(2 851)	+ 12,3 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	ns	14	(33,8 %)
<b>Résultat net</b>	<b>(2 484)</b>	<b>ns</b>	<b>1 127</b>	<b>(72,4 %)</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(2 526)</b>	<b>ns</b>	<b>812</b>	<b>(77,5 %)</b>

\*\*\*\*\*

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour l'exercice 2011 et le quatrième trimestre 2011 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : [www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires](http://www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires) dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

**Relations INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31**

Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78		
Nathalie Auzenat	+ 33 1.57.72.37.81	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Aurélie Marboeuf	+ 33 1.57.72.38.05
Fabienne Heureux	+ 33 1.43.23.06.38		

**Avertissement**

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

**Normes applicables et comparabilité**

Les chiffres présentés au titre de la période de douze mois arrêtée au 31 décembre 2011 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date.